

Séminaire 6

Où va l'Europe ?

L'Europe dans la mondialisation

Philippe Herzog, président de Confrontations, ancien député européen

Services publics : c'est passionnant ! Moi aussi j'ai changé, sur la question : on parlait sur la défensive, on craignait l'Europe, on la craint toujours. Dans une entreprise comme la SNCF, on craint l'Europe, alors qu'il y a un boulevard pour la SNCF... Quelque chose ne va pas chez nous : c'est une question d'éducation et de culture. Le contexte énergétique conduit à la nécessité de changer les systèmes de transport : le rail est transfrontières, il est impératif, et nous avons des avantages compétitifs en étant, de plus, zone de transit. Il y a une révolution technologique formidable, les besoins évoluent. Partout, les services publics ont obligation de se renouveler. Ils sont faits pour l'espace national, avec des missions précises définies voici des décennies, qui n'ont jamais été revues dans le détail. Le transport urbain relève du service public, le transport régional le demeure encore, le TGV ne relève pas du service public, et le fret n'est délibérément pas un service public. La SNCF est le premier camionneur de France. Les services publics doivent revoir leurs missions et s'internationaliser. C'est un handicap d'avoir une entreprise formatée pour l'espace intérieur. Il y a vingt-cinq ans, on se demandait encore si EDF devait exporter de l'électricité. Le téléphone fixe est complètement déplacé, aujourd'hui. Les gens réclament autre chose, internet, téléphonie mobile... Les stratégies nationales ont été variables, la nôtre a trop fait de la résistance, au lieu de jouer le changement. D'autres sont passés dans le privé, avec des résultats variables. Même en Angleterre, on a des aspects positifs : dans la téléphonie, les innovations sont arrivées en rafale.

Vers quoi va-t-on ? Vers la privatisation intégrale ? Non, sûrement pas. Le domaine de définition évolue, il faut répondre à de nouveaux besoins. En ce qui concerne le téléphone, la question n'est plus « entreprise d'État ou pas », le problème est de savoir comment on régule. Comment on régule internet, comment l'Europe régule des services universels. Pour les transports de l'énergie, le service public tend à évoluer vers le transit et la distribution. On a besoin de définir des réseaux d'intérêt général européens, de redéfinir les missions, soit en les laissant sous contrôle de l'État, soit mixtes, soit déléguées au privé. La délégation marche très bien et pourrait être un modèle de partenariat public / privé pour l'Europe.

Quand j'ai commencé la bataille au niveau européen, j'étais comme les Français, je voulais que nous tentions de sécuriser de façon défensive, en établissant un ordre juridique européen accordant des dérogations. Mais on ne s'est pas mis d'accord : chacun a des conceptions différentes. Mon évolution est d'aller vers différents fronts. Il faut commencer par le concret, pas par le droit. C'est dans le concret que des sujets émergent, comme le rôle des régions. Les régions doivent devenir des acteurs économiques : on trouve là, en Europe, des alliances fortes. Les dimensions de service aux populations sont portées par les régions d'Europe.

L'Europe, acteur de la mondialisation?

Je voudrais plus me concentrer sur les questions politiques. Nous sommes dans une situation où l'Europe est au milieu du gué, elle a des transformations à entreprendre, et c'est difficile. On a pris du retard : si on regarde les quinze dernières années – monnaie unique, marché unique, nouvel élargissement – c'est fantastique ! Mais quant à devenir un acteur dans la globalisation, conscient de ses actions et porteur de solidarités, on prend du retard. Le nouveau sens que doit prendre l'Europe, c'est de devenir un acteur dans la globalisation, qui consolide son union et porte non une logique de puissance, mais une logique d'être un « pont ». Comme il y avait le concert des nations en Europe, il y aurait le concert des puissances dans le monde... Les problèmes ne se posent pas ainsi.

Peut-on problématiser ces changements qualitatifs ? Nous avons :

- 1 – des conditions générales de compréhension et d'acceptabilité ;
- 2 – des intérêts stratégiques ;
- 3 – des conditions politiques.

Si les institutions ne doivent pas venir au premier plan des projets, elles restent une condition de la réalisation des projets.

- 1 – On pense trop peu aux conditions générales, avec, d'abord, des problèmes d'éthique, de responsabilité et de solidarité. Affronter les défis, c'est notre affaire à tous. Ils sont difficiles, complexes, ce qui correspond à l'esprit des pionniers. Quand on relit Karl Jaspers, philosophe allemand, antinazi de la première heure, ou Schumann, on voit que le problème n'était pas « paix et prospérité pour les Européens », mais « contribution à la paix mondiale ». Dans une éthique de solidarité bien conçue, ce n'était pas pour nous qu'il fallait constituer l'Europe, mais pour le monde. Il faut reconnaître que les cinquante premières années ont été des années de paix et de prospérité pour nous principalement, même si l'on apparaît comme un modèle pour d'autres qui commencent à se rendre compte que l'Europe est en difficulté : zone de faible croissance et qui hésite...
- 2 – Il faut penser globalement et anticiper les changements. La croissance mondiale ne va pas se poursuivre indéfiniment, les tensions montent. Prix de l'énergie, de l'alimentation, sont des chocs majeurs et durables – plus pour d'autres que pour nous, par exemple pour la Chine. Ces pays veulent accéder au progrès matériel, et nous disent, dans les négociations sur le climat ou sur d'autres sujets, que nous avons pillé les ressources naturelles pendant des siècles, et qu'eux aussi ont droit au progrès matériel. On avait très mal anticipé : on pensait avoir tout ce qu'il faut en matière d'énergie et d'alimentation. On se réveille en sous-capacité... mais il n'existe aucune cellule de prospective à la Commission, et aucun État membre n'est porteur de prospective. La France, sur son avenir, est incapable de se penser dans son espace global et européen. Tous nos problèmes sont dans la globalisation. On ne peut plus penser la politique monétaire pour nous-mêmes. Quand on réagit à Trichet : il est dans un espace global.
- 3 – La question sociale : sous quel angle l'aborder ? J'ai un problème avec l'approche française. Sarkozy provoque au débat, et il est le seul. Le débat s'ouvre, la question des projets concrets s'ouvre. En même temps, il présente les choses en disant « on va vous protéger ». Est-ce que l'Europe est faite pour protéger ? Sarkozy connaît sa société ! Je ne dirai pas que la France est comme la Slovaquie ou l'Irlande. L'Irlande n'a pas peur de la mondialisation, elle dit avoir bénéficié de l'Europe, mais ne pas vouloir qu'à l'avenir on s'occupe de ce qu'elle fait. Quant à la Slovaquie et aux pays baltes, c'est l'ouverture, pas la protection, puisqu'ils en bénéficient. Côté français, mais pas seulement, on a peur de la mondialisation et on vend de la protection, ce qui n'est pas très crédible.

« Défendre nos intérêts », du moment qu'il s'agisse d'intérêts mutuels, serait préférable, si défendre nos intérêts, par exemple en matière de climat, c'est combattre le changement climatique où chacun, au niveau mondial, prend sa part de responsabilité. Si on ne se met pas d'accord, on crée une taxe carbone, on crée des mécanismes de compensation aux frontières. Ce n'est pas de la protection. Étant acteur d'un bien public mondial, chacun doit participer activement à éviter les catastrophes futures, sans naïveté. Ce n'est pas la même chose que la protection. Mais le problème, c'est de devenir un acteur de la mondialisation. Problème interne, recherche d'intérêts mutuels... Quand vous discutez avec des Chinois et des Indiens, comment vous regardent-ils ? Il faut courir, on court dans la mondialisation, avec des efforts d'éducation monstres. Ceux qui veulent camper dans un acquis se sortent de la compétition. Il faut courir aussi pour nos besoins intérieurs : notre société est vieillissante. Comment allons-nous maintenir le niveau de vie ? Avec la manière de former les jeunes, avec les gains de productivité qui sont proches de la stagnation... Il y a une corrélation : tout économiste sérieux sait que le niveau de vie dépend avant tout de la productivité. Il n'y aura pas de retraites si on n'a pas de gains de productivité, avec des efforts d'éducation et d'innovation considérables, si on ne crée pas les conditions d'emploi pour les jeunes, pour les femmes, pour les immigrés. Ce sont des changements majeurs, des conditions générales : une éthique, une pensée globale et anticipée, une approche sociale du problème qui soit positive, dynamique. Il ne s'agit d'imposer ces changements par les dégâts de la concurrence, mais d'entraîner les sociétés, les partenaires sociaux, vers des changements du système éducatif, l'élévation du taux d'emploi, la discussion des restructurations, la fabrication de nouveaux biens publics. Ce n'est pas l'harmonisation sociale. Quelle harmonisation sociale ? La nôtre ? Les Slovaques, et d'autres, n'en veulent pas. Il est impossible à une entreprise lettonne qui veut exercer ses services en Suède de passer par le coût du travail en Suède. Le social est difficile, avec une dimension de solidarité qui est complexe. D'où, au moins, la nécessité de participer à la négociation et à la gestion des restructurations transfrontières, de créer un marché européen du travail, de gérer les transitions dans l'espace pour créer des mobilités positives, de créer des biens publics européens. C'est le travail de fond, avec un grand défi éducatif. Si on n'apprend pas les langues, si on n'apprend pas les histoires croisées, si on n'apprend pas l'économie, on est handicapé. La mobilité des maîtres et des élèves, les échanges des maîtres et des élèves seraient cruciaux : on n'apprend pas l'Europe à l'école, même si l'on apprend l'histoire et les institutions. Entre parenthèse, l'industrie allemande s'intéresse au nucléaire, elle veut en être, même si c'est un tabou : Siemens se rend dans les Kindertages, les jardins d'enfants de 3 à 5 ans, repérer les jeunes qui pourraient avoir envie de faire des sciences et de la technologie.

Travailler le socle économique

Dans cet esprit, il faut travailler le socle économique. On a un marché inachevé, une politique publique insuffisante. Il faut réussir à bâtir des intérêts stratégiques communs, nécessitant des politiques publiques. Comment ? D'abord, transformer le marché intérieur en camp de base pour les entreprises européennes, un espace qui soit plus porteur de développement technologique et qui comporte des solidarités qui aujourd'hui n'existent pas. Nous avons un marché intérieur dont les entreprises multinationales bénéficient, qu'elles soient européennes ou pas, sans qu'elles participent à la consolidation de cet espace intérieur et développent des investissements. La tendance est d'aller en Chine, en Inde, aux États-Unis, là où existent de très grands marchés et des viviers de jeunes qui courent à l'éducation, ou existent des espaces d'avenir. L'Europe est trop segmentée, avec une compétition intérieure féroce, qui n'arrive pas à organiser son espace intérieur en matière de recherche et d'éducation. Tout est balkanisé. En France, voyez la recherche et ce que disent les chercheurs : « Ne me parlez pas des entreprises, je fais ce que je veux, la recherche fondamentale est supérieure à la recherche appliquée... » Les chercheurs qui se veulent fondamentalistes communiquent avec des collègues dans le monde, éventuellement, mais ce n'est pas très porteur pour une dynamique européenne. On fait nos gammes. Les universités commencent à bouger, on voit apparaître des pôles de compétences, de nouveaux projets éducatifs et technologiques. Mais il n'y a pas encore de réseaux européens, qui restent à bâtir. Le mouvement démarre.

Énergie, transports : nous n'avons pas les infrastructures paneuropéennes nécessaires. Les investissements massifs qui sont indispensables ne sont pas financés, mais on a aussi les obstacles administratifs. Quand on fait le tracé d'une infrastructure transeuropéenne, on se heurte à une foule de handicaps : il faut que ce tracé bénéficie à chaque région de passage, il faut lever les obstacles liés aux différents statuts des agents, et on n'a pas les financements conjoints. Il faut mettre de sa poche via les financements publics, réunir des garanties publiques, et les opérateurs demandent une sécurité à long terme, en particulier des garanties de trafic – qu'on ne leur donne pas. Il faut bien qu'il y ait des retours sur investissements. On voit bien, dans le cas d'Eurostar, que ce n'est pas évident quand les conditions sont mal bâties.

Il faut définir des intérêts industriels stratégiques, ce qui est difficile. Pourquoi ? Parce que chacun défend ses spécialisations industrielles nationales et ses champions nationaux. Historiquement, les industries se sont construites dans la nation et avec la nation, constituant une ossature de vie qu'il faut et faire respecter et faire bouger. Les compromis sont difficiles. Comment dépasser les divergences entre États ? La globalisation montre à l'évidence que nous avons des handicaps communs – par exemple, l'énergie. Pour l'alimentation, nous avons la PAC, il ne faut surtout pas y toucher, mais il faut redéfinir une PAC dans l'espace global. Aéronautique, espace, défense, ce sont typiquement des domaines d'intérêt stratégique commun. A partir de ces intérêts communs, liés au rôle de l'Europe dans la globalisation, cherchons à traiter les différenciations internes liées aux développements historiques et dans l'espace, ce qui prend du temps et de l'énergie.

A ma façon, je défends les intérêts français, je travaille avec EDF, avec Gaz de France. L' *unbundling* (*séparation patrimoniale*) , ils n'en veulent pas. Comme économiste, je crois que l'*unbundling* total n'est pas une bonne solution, même si je suis favorable à la séparation production / distribution pour l'électricité. Si les réseaux de transit sont régulés comme des réseaux de transit européens, je suis pour. Mais quand je parle *unbundling* à des Hongrois, des Baltes ou des Bulgares, ils me demandent pourquoi je suis contre... Ils n'ont pas de grands opérateurs, ils ne sont pas propriétaires de leurs réseaux, ils sont totalement dépendants des Russes. Même les peuples hongrois ou baltes pensent que casser en morceaux les opérateurs occidentaux, qui ne les ont pas aidés à moderniser leurs bases industrielles quand les Russes leur font des propositions, ce n'est pas très grave. Comment ensuite faire des alliances ? La solidarité avec les pays de l'Est du coup prend un intérêt supplémentaire, au détail près que les opérateurs français sont absents, et que sont présents les Russes et les Allemands. Le problème de notre présence à l'Est n'est pas résolu.

Comment formuler des intérêts stratégiques ? La difficulté, on va peut-être la résoudre en menant des coopérations renforcées. Par exemple, pour le nucléaire : la France a voulu jouer en solo. Ne trichons pas : la sûreté, c'est nous, le nucléaire, c'est nous, EDF et Areva vont en Chine et ailleurs, champions nationaux dans l'espace global et l'Europe. Est-ce qu'on laisse tomber l'Europe ? On laisse tomber les pays de l'Est, petits espaces, petits volumes, mais il y a la Russie à côté... Il n'y a pas de dimension européenne de la politique nucléaire française. L'accord à vingt-sept, on ne l'aura pas : les pays du Nord ont de l'énergie hydraulique.

Avons-nous la politique extérieure et d'investissement dont nous avons besoin pour porter nos intérêts nationaux ou nos intérêts stratégiques communs ? Non, car la politique commerciale de l'Union, qui elle est unifiée, est en grande difficulté. Avec Pascal Lamy, c'était la libéralisation, assortie de règles sociales et environnementales. Et puis les pays émergents nous ont fait lâcher les règles sociales et environnementales. Il y a eu des transferts de technologies au nom du développement, avec des exceptions à la libéralisation. Là, l'Europe est démunie : en matière de propriété intellectuelle, elle défend ses investissements. Notre politique commerciale extérieure est déphasée. L'extérieur, c'est différencié : l'Afrique n'est pas l'Asie, qui n'est pas la Russie. La Chine est à l'OMC, la Russie n'y est pas. La Russie est un champion de l'énergie mondiale, ce qui est un problème spécifique. Le Brésil, pour l'agroalimentaire, est une force mondiale. Il faut mélanger politique extérieure et politique commerciale, or nous n'avons pas de politique extérieure, car ce

sont les États-nations qui vont dans ces zones. L'ambassade de l'Union européenne en Chine, ce n'est rien. L'Union européenne compte pour les droits de l'homme, pour le social ; c'est un régulateur de la finance. Les Chinois savent bien ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas. M. Solana ne parle jamais énergie ou industrie. Lisbonne amène des outils de politique extérieure que l'on n'avait pas auparavant, reste à les faire jouer en lien avec l'action économique.

Gouvernance institutionnelle

Que faire avec les institutions ? Il y a un choix d'orientation. Vouloir que l'Europe soit un acteur de la mondialisation, revenir sur le front économique en pensant que le marché ne suffit pas : ce sont de bonnes idées. Mais il en existe de moins bonnes, autour de l'harmonisation sociale, ou encore autour de l'idée du « noyau dur ». Puisqu'on n'y arrive pas à vingt-sept, on va institutionnaliser un bloc de pays. Lesquels ? C'est d'emblée clivant. Qui sera dans le noyau dur ? France, Allemagne, Italie ? On est là dans la nostalgie de l'Europe des Six, dans l'oubli des pays de l'Est. Par contre, créer des coopérations renforcées à géométrie variable, c'est possible. Les comparaisons internationales sont intéressantes. Pourquoi l'Europe ne travaille-t-elle pas avec l'Alena ? L'Alena n'est pas une institution, elle dispose d'un petit secrétariat, c'est un réseau souple, géré par les trois pays, États-Unis, Canada, Mexique, mais sans grande institution. Nous, on institutionnalise, c'est peut-être un tort.

Nous avons de gros problèmes de gouvernance institutionnelle. Il y a deux exécutifs, Conseil et Commission. Il y a deux législateurs, Parlement et Conseil. Qui se chevauchent. Il faut donc gérer la complexité. On voudrait un exécutif, un législatif, à la française, avec un président de la commission issu du parti arrivé en tête aux élections ? Ce n'est pas une bonne idée, sauf à vouloir reproduire au niveau européen un clivage gauche – droite. Les gauches et les droites ne sont pas bâties de la même façon ailleurs, les gouvernements sont changeants, l'Europe appartient aux gauches et aux droites. Pourquoi cliver ? Essayons de rendre plus légitime et plus responsable le système communautaire tel qu'il existe, qui pourrait être amélioré, mais ne cherchons pas à le mettre à bas. La Commission n'est plus l'organe d'impulsion qu'elle a été, elle manque de collégialité et doit se réformer. Prenons l'exemple de la compétitivité : la Commission a réuni une coordination pour accorder le commissaire à l'industrie et le commissaire à la politique commerciale, qui se sont vivement accrochés : pas de deuxième réunion. Donc pas de coordination entre politique industrielle et politique commerciale. On en a pourtant besoin, de la Commission, qui est au-dessus des nations et fait valoir l'intérêt général européen. Le Conseil est l'organe malade. Après le référendum irlandais, il est sorti du Conseil une résolution en soixante points, fabriquée par les administrations et que les chefs d'États n'ont pas lue. L'intergouvernemental ne fonctionne absolument pas. Le Parlement ? Attention à la manière dont on va le politiser. Les partis européens sont les plus petits dénominateurs communs des partis nationaux, qui ne sont pas porteurs de programmes majeurs. Faut-il faire des référendums nationaux ? Ne serait-ce que sur le plan statistique, c'est un non-sens, la probabilité d'un accord à vingt-sept doit être de l'ordre de 0,5 %, donc nul. Le référendum est un droit de veto national, rien de plus. Chaque État s'arroge un droit de veto sur la construction commune. Il aurait fallu l'expliquer aux Français, au lieu de jouer à la roulette russe. Mais traiter correctement la démocratie européenne, oui : comment rendre le modèle communautaire plus responsable ? Il faut un agenda, une coordination, un Conseil qui se réforme. Les citoyens peuvent être consultés sur des points fondamentaux, avec un droit d'initiative populaire, mais alors il s'agit d'un référendum européen, qui a lieu le même jour dans tous les pays, qui obligerait à faire campagne dans l'espace européen. Notre éthique de l'altérité est complètement en déshérence. On n'a pas appris aux citoyens à différencier les échelles : ils projettent sur l'Europe leur culture nationale. Apprenons-leur à distinguer l'intérêt national et l'intérêt général européen. C'est une question d'éducation, qui nécessite aussi une réforme de la gouvernance institutionnelle.

Un nouvel acte unique européen est la proposition de mon association. Le premier acte unique avait nécessité un traité, il faudrait maintenant se passer de traité, les bagarres institutionnelles ne cessant de s'enliser. On doit définir les objectifs, préciser la politique que l'on veut développer, et définir la bonne gouvernance : comment on travaille, comment on se coordonne, comment on finance... Mais on n'en est pas là.

Débat

Question

Parmi les propositions de Jacques Attali, celle du principe de précaution a été retenue. Le principe de précaution n'est-il pas un frein au développement de l'Europe ? D'autre part, l'apprentissage des langues est une catastrophe en France, il faudrait en faire un objectif absolu pour que les générations futures avancent.

Question

Ne pourrait-on resituer l'Europe dans l'échelle des territoires, en allant du local au global ? Quid du rôle des régions ?

Réponse

Le principe de précaution : il n'y a pas d'opportunité sans risque. L'expertise des risques est très contradictoire. La science et l'expertise n'ont plus la crédibilité qu'elles croyaient avoir. Le principe de précaution participe avant tout de l'optique sécuritaire.

Les langues : la solution, c'est l'apprentissage dès le primaire, avec des échanges des élèves et des maîtres, des jumelages.

Les régions : j'ai peu parlé des régions. Pour l'apprentissage des échelles, il faut vivre dans les coopérations transfrontalières, qui sont actuellement sous-développées. Mettre au point des services publics transfrontaliers est compliqué. Nous souhaitons, dans la réforme de la gouvernance, développer les coopérations transfrontalières et entre régions, c'est important, mais dans les fonds structurels, la part de l'interrégional ne représente que 3 %. Pour généraliser, il faut contrôler un peu plus : il ne faut pas que l'argent soit récupéré par l'État comme en France, ou par des féodalités. La réforme des fonds structurels, c'est nécessaire. Quelles peuvent être les missions des régions ? C'est une des dimensions de la construction sociale. Les territoires sont porteurs de projets, en matière d'éducation ou de restructurations. La formation d'un marché européen du travail et de la formation est aussi nécessaire, sur le terrain. En France, les corporatismes disciplinaires et les corporatismes syndicaux sont un handicap. En Finlande, il en va bien autrement, on a un socle et des principes communs, l'organisation est décentralisée, en partenariat entre établissements et collectivités territoriales. Dans certains pays, en cas de suppression d'un site industriel, pour la gestion des restructurations, la participation des acteurs économiques à la redéfinition du développement régional fait partie du contrat.

L'OMC est une très belle création, mais ingouvernable. Elle n'a pas été définie pour fabriquer des biens publics internationaux ou des partenariats industriels. Il faut entrer dans une gouvernance plus complexe avec FMI, Banque mondiale et autres organes, pouvant travailler avec l'OMC pour articuler

libre-échange et développement de manière intelligente. Il faut aussi faire entrer les pays émergents dans les organes, le FMI, le G8 devenant G14, avec une représentation unique européenne. L'Europe occupe plusieurs places et les pays émergents n'en ont aucune. Donnons une place à l'Europe, la leur aux pays émergents, et on pourra trouver l'intérêt mutuel.

Question

Les politiques que l'on entend ont toujours un discours de repliement, de protection : pourquoi n'entend-on pas les politiques qui ont une réelle expérience européenne ?

Question

On a un problème de lisibilité de ce que fait l'Europe : les institutions européennes sont-elles capables de rendre lisible l'investissement public européen ? Les territoires bénéficient d'apports européens peu repérés.

Question

Que voulez-vous dire quand vous parlez des entreprises comme « camps de base » ?

Question

La complexité ne serait-elle pas encore plus grande avec l'Europe des peuples dont on a peu parlé, et avec la perspective de l'entrée de la Turquie ? La diversité des cultures est-elle un atout ?

Réponse

On n'entend pas les Européens parce que les espaces nationaux sont les champs de bataille des egos et des carrières nationales. C'est pourquoi il est vital de créer un espace public européen. Les partis nationaux sont incultes sur l'Europe.

Sur les territoires : il faudrait créer des missions d'information sur l'Europe, dans les territoires, confiées à des associations reconnues, compétentes et expérimentées ; il faut ouvrir les établissements scolaires. Les États font écran entre l'Europe et les citoyens. Bruxelles doit descendre à la base. Quant au syndicalisme européen, il n'existe pas, il est à Bruxelles, il n'a pas de racines, il se renationalise. La société civile est plus mobile et créative.

Camp de base : les consolidations européennes se développent. Le souci du partage au sein des groupes, j'y suis favorable. Cessons de faire des mécanos de champions nationaux.

Sur la Turquie : explorons les relations mutuelles, et on verra ensuite. C'est honteux de dire non a priori, avec une conception essentialiste de l'Europe. On peut être pour ou contre, sur le long terme, mais trancher a priori, non.

L'interculturalité doit imprégner l'éducation : quand on aura une éducation où on apprend les langues, où on apprend les civilisations d'autres pays, non sous le regard de maîtres franco-français, mais sous le regard de maîtres d'autres pays, ça changera la donne ! Quand on apprendra l'économie autrement qu'à la française, c'est-à-dire très tard et de façon peu satisfaisante, on n'aura plus peur de l'entreprise... Cela ne peut se jouer que dans la mobilité des maîtres et des élèves dans les échanges. Il faut faire venir les Chinois, apprendre le chinois. Une minorité, au titre de l'excellence, le fait, et puis s'en va. Le système éducatif est la priorité : si on a une éducation ouverte, les jeunes vont s'y retrouver, quels qu'ils soient.